Pourquoi le Guichet des Subventions belge reste grand ouvert : Rhétorique contre Réalité

Par Frank , 4 septembre 2026

Pourquoi le Guichet des Subventions belge reste grand ouvert : Rhétorique contre Réalité

Du Portefeuille PME au Cartel des Soins : Le Véritable Coût du Soutien aux Entreprises en Belgique



Par Frank Dumon

Analyse de la culture subventionnaire belge : pourquoi la critique libérale du soutien aux PME contredit les milliards d’aides aux grandes entreprises et au secteur des soins de santé. Alors que l’économiste Rudy Aernoudt fustige les PME flamandes pour leur réflexe subventionnaire, son patron Georges-Louis Bouchez participe à la construction du plus grand État-providence corporatif d’Europe. Dans le débat public sur l’économie belge, le terme « économie Baxter » refait régulièrement surface. C’est une métaphore puissante d’un système dans lequel les entreprises ne survivent plus grâce à leur propre modèle économique, mais sont maintenues artificiellement en vie par une perfusion continue de soutien

public. Récemment, cette critique a de nouveau été mise en avant dans une chronique de l'économiste Rudy Aernoudt sur www.made-in.be/. En tant que chef de cabinet du président du MR, Georges-Louis Bouchez, il y dénonçait la culture subventionnaire flamande pour les PME. Il affirmait à juste titre que des instruments tels que le portefeuille PME et les subventions à la croissance ont créé un réflexe financier : chercher d'abord le soutien, puis réfléchir à la stratégie et à la rentabilité.

Sa conclusion était claire : supprimer le guichet des subventions et baisser les impôts.

À première vue, cela semble un plaidoyer louable en faveur des mécanismes de marché et de l'entrepreneuriat. Mais quiconque regarde au-delà de la rhétorique se heurte à un paradoxe fondamental. Comment concilier la vive critique des petites subventions aux PME avec la pratique des grandes entreprises belges et des secteurs protégés dont la même mouvance politique défend les intérêts ? Après tout, Georges-Louis Bouchez se présente comme le porte-drapeau du patronat wallon et bruxellois, un milieu qui plaide structurellement pour des mesures de soutien industriel, l'optimisation fiscale et des positions de marché protégées.

Cet article vise à mettre en lumière cette disparité. Il soutient que le débat sur la culture subventionnaire belge ne doit pas s'enliser dans une critique symbolique des PME, mais doit porter sur les aides d'État structurelles accordées aux grandes entreprises et au secteur de la santé. Car pendant que la population active est interpellée sur sa responsabilité et son pouvoir d'achat, le véritable guichet des subventions – celui de l'État-providence corporatif et du cartel des soins – reste grand ouvert.

« Privatisation des bénéfices et socialisation des pertes »

« Privatisation des bénéfices et socialisation des pertes » désigne l'idée que les entreprises veulent conserver leurs gains financiers et reporter les pertes sur le reste de la société, éventuellement en faisant pression sur le gouvernement pour obtenir des aides. Cette pratique a été critiquée lors du sauvetage de Wall Street en 2008.

La Réalité Macroéconomique du Soutien aux Entreprises

Pour comprendre l'ampleur du problème, il faut dépasser les subventions anecdotiques aux PME. Les montants évoqués par Aernoudt – plafonds de 7 500 euros par an ou 50 000 euros par trajectoire de croissance – sont marginaux au

regard du budget national. La véritable culture subventionnaire se situe ailleurs, dans les postes peu spectaculaires mais de plusieurs milliards des budgets fédéraux et régionaux.

> Selon les analyses de la Banque nationale de Belgique et du Bureau fédéral du Plan, environ 25 milliards d'euros par an sont versés en subventions et aides d'État aux entreprises belges. Cela représente 4,1 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Il ne s'agit pas d'un soutien conjoncturel, mais d'une caractéristique structurelle de notre économie. Là où l'on reproche au chef d'entreprise de PME de construire son modèle d'affaires autour des subventions, il en va de même pour d'innombrables multinationales et grands champions nationaux.

Leurs décisions d'investissement, leurs trajectoires d'innovation et même leur approvisionnement énergétique sont indissociablement liés au financement public.



La Belgique occupe une position particulière dans une perspective internationale. Les données de l'OCDE montrent que notre pays, avec la France, fait partie des pays les plus généreux en matière d'incitations fiscales pour la recherche et le développement (R&D). Ces déductions fiscales sont théoriquement destinées à stimuler l'innovation, mais dans la pratique, elles fonctionnent souvent comme une subvention générique des coûts salariaux pour les emplois hautement qualifiés dans les secteurs pharmaceutique et technologique. L'évaluation de ces mesures reste cependant limitée ; on se demande rarement si le retour social sur ces investissements de plusieurs milliards compense les autres dépenses possibles.

Le cas de Volvo Gand, également cité par Aernoudt, illustre parfaitement ce mécanisme. Un ensemble d'aides pouvant atteindre 119 millions d'euros pour les investissements, l'efficacité énergétique et la formation est justifié par l'importance de l'emploi et de l'ancrage. Mais sur le fond, cela signifie que l'État – et donc le contribuable – prend